Document generated on 07/01/2025 7:16 a.m.

Recherches sociographiques

Le militant du R.I.N. et son parti

Réjean Pelletier

Volume 13, Number 1, 1972

URI: https://id.erudit.org/iderudit/055558ar
DOI: https://doi.org/10.7202/055558ar

See table of contents

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)
1705-6225 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Pelletier, R. (1972). Le militant du R.I.N. et son parti. *Recherches sociographiques*, *13*(1), 41–72. https://doi.org/10.7202/055558ar

Article abstract

C'est au cours de son congrès national d'octobre 1968 que le Rassemblement pour l'Indépendance Nationale s'est sabordé. Né en septembre 1960 comme mouvement d'éducation politique et groupe de pression, le R.I.N. s'est transformé en parti politique au cours d'un congrès spécial tenu à Montréal en mars 1963. Durant plus de huit ans, quoique minoritaire sur la scène politique québécoise, le R.I.N. s'est imposé comme catalyseur de la question nationale et point de référence des partis traditionnels sur le plan constitutionnel. Ayant su profiter du déblocage provoqué par la « révolution tranquille », il fut en même temps un élément actif de cette révolution. Un certain nombre d'idées qu'il avait lancées au cours de sa brève existence ont marqué les partis politiques au pouvoir ou furent reprises, plus tard, par le Parti Québécois. Sans le R.I.N., le visage actuel du Québec serait probablement différent de ce qu'il est effectivement.

Mais si le R.I.N. a pu marquer la vie politique québécoise, il s'insère aussi dans le vaste courant nationaliste qui a traversé le Québec au cours du vingtième siècle. D'un nationalisme que l'on pourrait qualifier de *culturel* où il s'agit avant tout de défendre la langue et la culture françaises en s'opposant aux provinces anglophones afin d'affirmer, de cette façon, la spécificité française du Québec, la province est passée peu à peu à un nationalisme *politique* qui s'est incarné surtout (après le nationalisme *négatif* de Duplessis) dans ce que l'on a appelé la « révolution tranquille ». Il s'agit désormais d'assurer la défense du fait français par la reconnaissance d'une nation canadienne-française et donc d'un statut spécial pour le Québec qui est « l'expression politique » du Canada français et le point d'appui de tous ceux qui parlent français au pays.

Par la suite s'établit une distinction entre le Québec et le Canada français. De plus en plus, le Québec ne cherche pas à s'affirmer en s'opposant au Canada anglais, mais à se définir par rapport à lui-même. Il n'est plus question du sort des minorités françaises en dehors du Québec que certains qualifient de combat sans issue, mais des pouvoirs nécessaires à l'État du Québec pour assurer sa survie et favoriser l'organisation et le développement de la vie collective des Québécois. Le R.I.N. a traversé une courte phase de nationalisme culturel au cours des années 1960 et 1961. Mais il s'inscrit aussi, dès sa fondation, dans le courant du nationalisme politique en réclamant l'indépendance du Québec. Bien plus, il fut pour ainsi dire l'incarnation même de ce courant en servant de point de référence aux autres partis politiques.

Cependant, sous l'influence conjuguée de Pierre Bourgault à la tête du R.I.N. à partir de mai 1964 (et plus tard, d'Andrée Ferretti) et de revues à caractère socialiste comme *Révolution québécoise* et *Parti pris*, le nationalisme politique se mue progressivement en nationalisme *socio-économique.* Dès lors, l'indépendance politique devient un moyen pour la réalisation du mieux-être des Québécois et pour leur libération de l'emprise « capitaliste » autochtone et de la domination « impérialiste » américaine. Il s'agit d'assurer avant tout le développement social et économique du Québec au bénéfice de la collectivité québécoise tout entière et non pas de la seule bourgeoisie, qu'elle soit de langue française ou de langue anglaise. Sous cette optique, pour certains groupes, le socialisme doit passer avant l'indépendance. En d'autres termes, on est indépendantiste parce qu'on est socialiste — l'indépendance du Québec permettant l'établissement d'un socialisme véritable — et non pas l'inverse.

Au sein du R.I.N., le nationalisme politique se double rapidement du nationalisme socio-économique. Le parti, en effet, va s'employer non seulement à réclamer l'indépendance politique du Québec, mais aussi à élaborer et faire connaître un programme ambitieux de développement économique et social pour le futur Québec indépendant. On pourrait ajouter que là aussi le R.I.N. fut un élément moteur de ce nouveau nationalisme, bien que le caractère socialiste de son programme fût nettement moins accusé que celui d'autres groupements de moindre importance et plutôt marginaux. Ce mariage du *national* et du *social* s'est surtout opéré au moment où le R.I.N. est devenu parti politique et a songé, de ce fait, à se doter d'un programme qui soit différent de celui des partis traditionnels.

C'est donc sur cette toile de fond que s'inscrit le développement du R.I.N. au cours des années 1960-1968. C'est dans ce climat politique général qu'il convenait de le situer afin de mieux comprendre, par la suite, l'action des militants au sein du parti et la perception globale qu'ils avaient de leur propre formation politique.

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1972

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

LE MILITANT DU R.I.N. ET SON PARTI

C'est au cours de son congrès national d'octobre 1968 que le Rassemblement pour l'Indépendance Nationale s'est sabordé. Né en septembre 1960 comme mouvement d'éducation politique et groupe de pression, le R.I.N. s'est transformé en parti politique au cours d'un congrès spécial tenu à Montréal en mars 1963. Durant plus de huit ans, quoique minoritaire sur la scène politique québécoise, [1] le R.I.N. s'est imposé comme catalyseur de la question nationale et point de référence des partis traditionnels sur le plan constitutionnel. Ayant su profiter du déblocage provoqué par la « révolution tranquille », il fut en même temps un élément actif de cette révolution. Un certain nombre d'idées qu'il avait lancées au cours de sa brève existence ont marqué les partis politiques au pouvoir ou furent reprises, plus tard, par le Parti Québécois. Sans le R.I.N., le visage actuel du Québec serait probablement différent de ce qu'il est effectivement.

Mais si le R.I.N. a pu marquer la vie politique québécoise, il s'insère aussi dans le vaste courant nationaliste qui a traversé le Québec au cours du vingtième siècle. D'un nationalisme que l'on pourrait qualifier de *culturel* où il s'agit avant tout de défendre la langue et la culture françaises en s'opposant aux provinces anglophones afin d'affirmer, de cette façon, la spécificité française du Québec, la province est passée peu à peu à un nationalisme *politique* qui s'est incarné surtout (après le nationalisme *négatif* de Duplessis) dans ce que l'on a appelé la « révolution tranquille ». Il s'agit désormais d'assurer la défense du fait français par la reconnaissance d'une nation canadienne-française et donc d'un statut spécial pour le Québec qui est « l'expression politique » [2] du Canada français et le point d'appui de tous ceux qui parlent français au pays.

---

1 Aux élections de juin 1966, il recueillait 5.6% du vote total ou 7.3% du vote dans les soixante-treize comtés où le parti a présenté un candidat.

2 Jean Lesage au Congrès de la Fédération Libérale du Québec en septembre 1964.

Par la suite s'établit une distinction entre le Québec et le Canada français. De plus en plus, le Québec ne cherche pas à s'affirmer en s'opposant au Canada anglais, mais à se définir par rapport à lui-même. Il n'est plus question du sort des minorités françaises en dehors du Québec que certains qualifient de combat sans issue, mais des pouvoirs nécessaires à l'État du Québec pour assurer sa survie et favoriser l'organisation et le développement de la vie collective des Québécois. Le R.I.N. a traversé une courte phase de nationalisme culturel au cours des années 1960 et 1961. Mais il s'inscrit aussi, dès sa fondation, dans le courant du nationalisme politique en réclamant l'indépendance du Québec. Bien plus, il fut pour ainsi dire l'incarnation même de ce courant en servant de point de référence aux autres partis politiques.

Cependant, sous l'influence conjuguée de Pierre Bourgault à la tête du R.I.N. à partir de mai 1964 (et plus tard, d'Andrée Ferretti) et de revues à caractère socialiste comme *Révolution québécoise* et *Parti pris,* le nationalisme politique se mue progressivement en nationalisme *socio-économique.* Dès lors, l'indépendance politique devient un moyen pour la réalisation du mieux-être des Québécois et pour leur libération de l'emprise « capitaliste » autochtone et de la domination « impérialiste » américaine. Il s'agit d'assurer avant tout le développement social et économique du Québec au bénéfice de la collectivité québécoise tout entière et non pas de la seule bourgeoisie, qu'elle soit de langue française ou de langue anglaise. Sous cette optique, pour certains groupes, le socialisme doit passer avant l'indépendance. En d'autres termes, on est indépendantiste parce qu'on est socialiste — l'indépendance du Québec permettant l'établissement d'un socialisme véritable — et non pas l'inverse.

Au sein du R.I.N., le nationalisme politique se double rapidement du nationalisme socio-économique. Le parti, en effet, va s'employer non seulement à réclamer l'indépendance politique du Québec, mais aussi à élaborer et faire connaître un programme ambitieux de développement économique et social pour le futur Québec indépendant. On pourrait ajouter que là aussi le R.I.N. fut un élément moteur de ce nouveau nationalisme, bien que le caractère socialiste de son programme fût nettement moins accusé que celui d'autres groupements de moindre importance et plutôt marginaux. Ce mariage du *national* et du *social* s'est surtout opéré au moment où le R.I.N. est devenu parti politique et a songé, de ce fait, à se doter d'un programme qui soit différent de celui des partis traditionnels.

C'est donc sur cette toile de fond que s'inscrit le développement du R.I.N. au cours des années 1960-1968. C'est dans ce climat politique général qu'il convenait de le situer afin de mieux comprendre, par la suite, l'action des militants au sein du parti et la perception globale qu'ils avaient de leur propre formation politique.

I. CADRE THÉORIQUE

Cette analyse des interactions entre le militant riniste et son parti s'inscrit dans notre recherche en cours sur « Le R.I.N. et le système politique québécois » où nous voulons étudier le fonctionnement d'un parti dans un système politique à partir de l'analyse systématique-fonctionnelle. Ne nous intéressent donc pas ici l'histoire du R.I.N., ni les structures de ce parti, sinon sous leur aspect de fonctionnement dans le système. Mais, avant d'analyser le R.I.N. *dans le système* en tant que mécanisme d'*inputs* qui remplit des fonctions particulières en vue de rencontrer (ou non, selon le cas) les exigences fonctionnelles du système politique dans lequel il s'insère, il nous a paru utile de situer ce parti comme sous-système au point de conversion des *outputs* sociaux en demandes politiques.

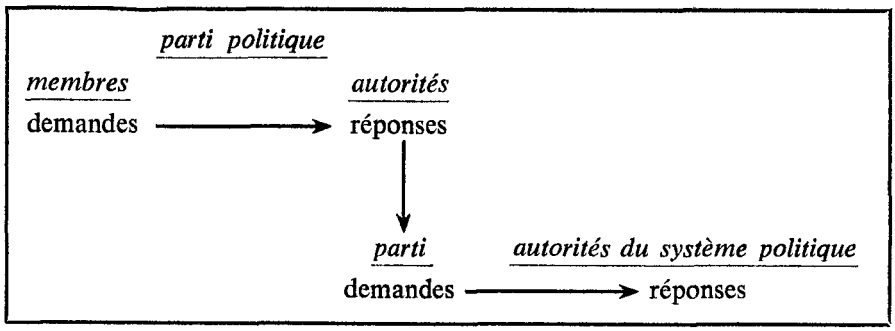
À cet égard, l'action du militant nous a paru essentielle puisqu'il se trouve à la fois aux écoutes du système social et intégré à un parti politique. De ce fait, le militant perçoit les besoins et les aspirations des membres du système social, besoins qui sont par la suite convertis en demandes. Ces demandes sont présentées aux autorités du parti afin d'être converties à leur tour en réponses, par exemple dans l'élaboration d'un programme politique. Ces réponses doivent normalement provoquer des soutiens de la part des membres du parti. C'est précisément cette dynamique demandes-réponses-soutiens qui constitue l'armature conceptuelle de cette étude.

Les demandes sont le résultat de besoins ou de désirs qui se manifestent dans l'environnement (i.e. le système social) sous formes d'attentes, d'opinions, de motivations, d'idéologies, d'intérêts ou de préférences formulés par les individus et les groupes sociaux. [3] Dans le cas d'un parti politique, ce sont ses propres membres qui, à l'écoute du système social par leur insertion dans différents groupes sociaux comme la famille ou les associations volontaires, vont présenter ces demandes aux autorités de leur parti. Ces autorités, cadres dirigeants du parti ou congrès nationaux, peuvent convertir ou non ces demandes en réponses. Par exemple, les résolutions adoptées dans les congrès nationaux du R.I.N. étaient inscrites au programme du parti et devenaient ainsi des réponses des autorités aux demandes formulées par leurs membres.

Dans une seconde phase, ces réponses codifiées dans un programme deviennent aussi des demandes que le parti, considéré globalement, présente aux autorités du système politique. Ces autorités, à leur tour, peuvent accepter ou refuser ces demandes et donc les convertir ou non en décisions autoritaires. Ce double palier du processus politique peut se résumer dans le schéma suivant :

---

[3] David EASTON, *A System Analysis of Political Life*, New York, John Wiley, 1965, pp. 70-84.



Dans notre analyse du militant riniste face à son parti, nous ne considérons que la première phase du processus, c'est-à-dire la dynamique des demandes et des réponses à l'intérieur d'un parti politique ou, en d'autres termes, les interactions politiques entre les membres et les autorités du parti.

Selon les réponses des autorités, les membres pourront accorder un soutien plus ou moins grand à leur parti, soit sous forme d'action en faveur du parti, soit sous forme d'attitude ou d'orientation à son égard. Le soutien est un élément essentiel à la vie d'un parti politique. S'il en est privé, le parti ne peut que s'affaiblir, s'effriter ou même disparaître complètement. Ce soutien, comme nous le verrons par la suite, peut aussi se manifester au niveau même du programme du parti, lorsque les militants expriment leur accord avec ce programme.

De cette action conjuguée des demandes et des réponses d'une part et des soutiens qui en résultent d'autre part, nous tenterons de dégager une perception globale du R.I.N. par ses propres militants. Il s'agira, en somme, de situer le parti sous son double aspect de parti *populaire* et de parti *révolutionnaire* en nous fondant sur une évaluation faite par ses membres.

Afin de rattacher ces concepts eastoniens à une problématique d'ensemble, nous avons cherché à répondre aux questions suivantes : Qui est le militant riniste ? Que veut-il et comment le parti lui répond-il ? Quel soutien apporte-t-il en retour à son parti ? Enfin comment perçoit-il globalement le R.I.N. ? De là les divisions majeures de ce travail : profil du militant riniste, la dynamique des demandes et des réponses, l'expression des soutiens et perception globale du parti.

II. NOTES MÉTHODOLOGIQUES

Notre analyse se fonde avant tout sur un questionnaire envoyé par la poste à cinq cent soixante-quatre anciens militants du R.I.N. De ce nombre, quatre-vingt-seize questionnaires nous sont revenus par suite de mauvaises

adresses puisque les listes disponibles dataient déjà de plus de deux ans. Sur un échantillon de quatre cent soixante-huit personnes qui auraient pu répondre, deux cent vingt-deux l'ont fait effectivement, soit un taux de réponse de 47.4%, ce qui est très satisfaisant pour ce genre d'enquête. Cependant, pour ce travail, nous n'avons retenu que deux cent vingt questionnaires (taux de 47.0%).

Les questionnaires ont été envoyés entre le 13 et le 17 avril 1970, c'est-à-dire avant les dernières élections provinciales. La majorité des réponses (cent quarante-deux) nous sont parvenues le ou avant le 1er mai de sorte qu'elles n'ont pas été influencées par les résultats des élections du 29 avril, si l'on tient compte des délais postaux habituels. Quant aux autres réponses qui nous sont parvenues après cette date, nous les avons comparées sommairement à celles qui nous étaient déjà parvenues et nous n'avons pas décelé de différences significatives entre les deux catégories de répondants, sinon que les commentaires étaient plus nombreux et plus élaborés après les élections, ce qui s'explique assez facilement puisque les personnes interrogées, dégagées des contraintes et du travail d'une campagne électorale, pouvaient consacrer plus de temps au questionnaire.

Le questionnaire lui-même comportait soixante-quatre questions dont la quasi totalité étaient fermées mais avec choix multiples. Quelques questions étaient ouvertes. D'autres étaient à la fois fermées dans les choix offerts, mais ouvertes au niveau d'une sous-question.

La constitution de notre échantillon nous a posé un problème assez particulier. Il nous a été impossible d'obtenir une liste complète des membres du R.I.N. à partir de laquelle nous aurions pu établir cet échantillon. Une telle liste existe effectivement et elle a été déposée aux archives de la Bibliothèque nationale du Québec, mais elle est entourée du « secret de trente ans ». Ce qui nous a obligé à procéder autrement. Nous avons d'abord obtenu une liste, datant d'août 1967, de ceux qui occupaient des postes dans les exécutifs de comtés, évidemment là où le R.I.N. disposait d'une certaine organisation. Cette liste principale, qui couvre toutes les grandes régions du Québec (de la Gaspésie à l'Abitibi), a été complétée par deux autres listes, l'une des membres du R.I.N. — Ahunstsic et l'autre d'un certain nombre de militants de la région métropolitaine de Québec. Quant au choix du comté d'Ahuntsic, il s'explique facilement par le fait que ce comté était doté de l'une des organisations les plus dynamiques du R.I.N. et qu'il était assez représentatif des membres rinistes au niveau de la région de Montréal, cette région étant elle-même majoritaire au sein du R.I.N. C'est donc dire que notre échantillon n'est pas un échantillon au hasard selon les critères généralement reconnus en ce domaine.

Cependant, après recoupement avec certaines données socio-économiques retrouvées dans les archives du parti et une analyse du vote riniste (ce

qui déborde le cadre des militants, mais le recoupe aussi), nous croyons que notre échantillon est assez représentatif — au sens non-statistique du terme — des militants du R.I.N. Le profil que nous en donnons dans la section suivante s'applique, selon nous, non seulement à ceux qui ont répondu au questionnaire, mais aussi à l'ensemble des militants du parti.

La « représentativité » repose aussi sur la taille de l'échantillon par rapport à l'ensemble étudié. Ici encore, il est difficile d'obtenir des données précises. Selon les estimations les plus probables, [4] il semblerait que le nombre moyen de membres du R.I.N. se situerait autour de 5,000 avec des pointes de 7 à 8,000 et de 2 à 3,000 membres. De ce fait, notre échantillon de quatre cent soixante-huit militants représenterait un peu moins de 10% des membres. Le taux effectif de réponse situerait notre échantillon à un peu moins de 5% de l'ensemble étudié, ce qui nous semble suffisant pour parler d'échantillon représentatif.

Une dernière remarque concerne la notion même de militant. [5] Essentiellement, les militants désignent ceux qui, étant membres d'un parti politique, assurent son organisation et son fonctionnement et donc participent activement à la vie de ce parti. Cette définition s'applique à la plus grande partie de notre échantillon. Elle ne recouvre pas cependant la liste des membres du R.I.N. — Ahuntsic (cent cinquante). Toutefois, nous croyons pouvoir attribuer cette définition du militant aux simples membres ou adhérents du parti en l'élargissant quelque peu. Pour nous, dans le cas du R.I.N., le seul fait d'adhérer au parti témoigne déjà d'un certain militantisme surtout si l'on se réfère au contexte politique général de l'époque. C'est pourquoi, dans cette étude, nous définissons le militant riniste comme celui qui s'identifie au parti et à sa cause et qui consacre une partie de son temps et de son énergie à l'avancement de ce parti et de cette cause (même sous la seule forme d'une contribution annuelle).

III. PROFIL DU MILITANT RINISTE

Avant d'examiner les besoins et les aspirations des militants du R.I.N. ou, d'une façon plus précise, les demandes qu'ils ont formulées aux autorités de leur parti, il nous a paru utile de tracer le portrait de ce militant en nous basant sur certains paramètres socio-économiques. En d'autres termes, avant de connaître ce que les militants veulent, nous avons voulu établir qui ils sont. À cet effet, nous avons retenu sept variables socio-économiques : sexe, âge,

---

[4] Résultant d'une interview avec Pierre Renaud, ancien directeur national du R.I.N., le 26 septembre 1969.

[5] Voir : Maurice DUVERGER, *Les partis politiques,* Paris, A. Colin, coll. « Sciences politiques », 7e édition, 1969, pp. 82-158, en particulier pp. 133-140.

état civil, degré d'instruction, revenu, classe sociale et occupation, qui nous permettront de dégager un profil du militant riniste.

De notre enquête, il ressort que le militant riniste est avant tout de sexe masculin (85%) [6] et marié (60%). Cependant, 34% affirment être célibataires, ce qui s'explique par le nombre élevé d'étudiants au sein du parti. D'ailleurs, le R.I.N. est un parti « jeune » puisque plus de 55% de ses militants sont âgés de trente-cinq ans ou moins [7] et que 10% seulement dépassent la cinquantaine, ce que nous montre le tableau 1. Il faut aussi souligner que les jeunes de vingt-cinq ans et moins se recrutent à 75% dans la région de Montréal et que près de la moitié de ce groupe d'âges est formée d'étudiants, le reste se répartissant entre les employés, les fonctionnaires, les enseignants et les chômeurs.

TABLEAU 1

Répartition des militants du R.I.N. par groupes d'âges, avril 1970.

GROUPES D'ÂGES	N	%
25 et moins	54	24.6
26-30 ans	40	18.2
31-35 ans	28	12.7
36-40 ans	26	11.8
41-45 ans	29	13.2
46-50 ans	11	5.0
51-55 ans	11	5.0
56 et plus	11	5.0
Ne répondent pas	10	4.5
TOTAL	220	100

Le militant riniste se caractérise aussi par un haut niveau d'instruction et par un revenu élevé, les deux normalement allant de pair. On pourrait d'ailleurs ajouter que toutes ces caractéristiques se complètent et s'influencent mutuellement, puisqu'il y a généralement relation entre d'une part l'âge et le degré d'instruction (les jeunes étant plus instruits que leurs aînés) et d'autre

[6] En général, les pourcentages sont basés sur un total de 220 répondants, à l'exception de certains tableaux où nous indiquerons alors la valeur du N.

[7] Au moment de l'enquête, en avril 1970.

part le degré d'instruction et le revenu (les personnes plus scolarisées disposant d'un revenu supérieur à ceux qui le sont moins).

Seulement 12.8% des militants du R.I.N. ont une scolarité de dix ans ou moins. Par ailleurs, 37.7% ont terminé leur cours secondaire, leur école technique ou un cours spécialisé. Quant à l'autre moitié, elle possède soit un brevet d'enseignement (7.7%), soit un cours classique ou collégial (8.6%), soit un diplôme universitaire équivalent au B.A. (8.2%) ou un diplôme universitaire supérieur au B.A. (23.6%). C'est donc dire que le R.I.N. était avant tout un parti « intellectuel » dont une bonne partie de ses militants avait fréquenté le collège classique ou le CEGEP, ainsi que l'université. Dès lors, faudrait-il croire que, dans notre société québécoise actuelle, les courants réformistes ou révolutionnaires naîtraient dans les couches intellectuelles de la nation et non chez les plus démunis qui, dans la perspective marxiste, forment le prolétariat exploité par la classe dirigeante ? Peut-on prévoir un renversement de cette tendance et un rapprochement entre l'intellectuel et le prolétaire dans les prochaines années ?

Quant au revenu du militant riniste, il est nettement supérieur à la moyenne québécoise. En effet, 41.4% affirment jouir d'un revenu annuel de $10,000 et plus, alors que 8.6% seulement ne disposent que d'un revenu inférieur à $5,000. D'ailleurs, si l'on s'attache aux revenus de $7,000 et plus, on englobe dans cette catégorie 71.4% des militants du R.I.N. Il semblerait donc que, dans le cas du R.I.N., le degré d'engagement politique est fonction du revenu, lequel dépend à son tour du niveau de scolarité. En d'autres termes, dans le cas d'un parti que l'on pourrait qualifier de « révolutionnaire », du moins dans une conjoncture politique bien précise, plus quelqu'un est scolarisé et possède un revenu élevé, plus il aura de chance de s'engager dans un tel parti et d'y travailler activement. Il faudrait donc un minimum d'instruction et d'aisance matérielle pour lutter en faveur de réformes fondamentales et de changements profonds. Là encore, ceci nous semble décrire beaucoup plus l'évolution politique de la dernière décade au Québec que celle de la prochaine décennie.

Enfin, lorsque le niveau d'instruction et le revenu sont élevés, on peut s'attendre à ce que le niveau d'occupation le soit aussi. Si la classe bourgeoise (professionnels et cadres administratifs), selon le seul critère de l'occupation, n'englobe que 18.6% des militants du parti, en revanche ce que l'on peut appeler la classe moyenne ou mieux la nouvelle classe moyenne dans la vie politique (étudiants, enseignants, fonctionnaires et employés du secteur privé) en constitue véritablement le groupe le plus important puisqu'il totalise 48.6% de l'ensemble. Si l'on y ajoute les petits propriétaires, artisans et commerçants, cette classe moyenne regroupe alors 55.4% des militants. À l'autre bout, le « parti des travailleurs » ne touche que 10.5% de la classe ouvrière (ouvriers spécialisés et manœuvres), ce qui vient confirmer ce que disait Pierre

Bourgault en février 1968 lors de la controverse qui l'opposait à Andrée Ferretti : « J'ai hâte qu'on cesse d'en parler des travailleurs, parce qu'il n'y en a pas dans le parti. »

C'est d'ailleurs là une constante de la politique québécoise : peu d'ouvriers adhèrent aux partis politiques et surtout très peu consentent à y militer activement de sorte que les classes bourgeoise et moyenne remplissent à elles seules l'échiquier politique québécois alors que la classe ouvrière n'est pas représentée par un véritable parti politique ouvrier, sinon par un parti qui, comme dans le cas du R.I.N., prétend « représenter » les ouvriers et parler en leur nom. Ce sont plutôt les syndicats qui, encore à l'heure actuelle, jouent un tel rôle.

Il est d'ailleurs intéressant de comparer ce tableau « objectif », basé sur l'occupation effectivement déclarée, au tableau 2 qui se fonde sur une évaluation essentiellement subjective. [8]

TABLEAU 2

Répartition subjective des militants du R.I.N. par classes sociales.

CLASSES SOCIALES	N	%
Classe moyenne supérieure	82	37.3
Classe moyenne inférieure	89	40.4
Classe ouvrière	33	15.0
Classe agricole	2	0.9
Autres — Ne répondent pas	14	6.4
TOTAL	220	100

Il est probable, bien que cette hypothèse ne soit nullement vérifiée, qu'un moins grand nombre de militants se serait identifié à la classe bourgeoise si une telle catégorie avait existé. L'attrait naturel pour les catégories intermédiaires, doublé du discrédit jeté sur tout ce qui est « bourgeois », aurait probablement gonflé d'une façon artificielle la classe moyenne. Cependant, pour expliquer le décalage entre les 18.6% de professionnels et cadres administratifs et les 37.3% de militants qui s'identifient à la classe moyenne supérieure, nous avont recoupé l'occupation déclarée et l'identification subjective aux classes sociales. Nous pouvons déduire de ce recoupement que si 63.4% des professionnels et cadres administratifs s'identifient effectivement

[8] La question posée était la suivante : « Dans quelle classe sociale vous situeriez-vous dans l'échelle suivante ? Classe moyenne supérieure, classe moyenne inférieure, classe ouvrière et classe agricole. »

à la classe moyenne supérieure, par contre ce groupe ne forme que 31.7% de tous ceux qui s'identifient à cette classe. Le reste provient essentiellement des étudiants (18.3%), des enseignants (13.4%) et des employés du secteur privé (9.8%). Mais au-delà de ces chiffres, ce qu'il importe surtout de retenir, c'est que la classe moyenne était largement représentée au sein du R.I.N. et que peu d'ouvriers y ont milité.

En résumé, le militant riniste est avant tout de sexe masculin, majoritairement marié, jeune et instruit, possédant un revenu élevé et faisant partie de ce que, dans le contexte québécois, on pourrait appeler la classe moyenne.

IV. LA DYNAMIQUE DES DEMANDES ET DES RÉPONSES

Connaissant le militant riniste à partir de certaines variables socio-économiques, il est normal de s'interroger aussi sur ce qu'il veut. Le militant a pu formuler ses demandes au cours d'assemblées locales ou régionales et surtout au cours des congrès nationaux qui sont les moments privilégiés où la base même du mouvement peut participer activement à l'élaboration d'un programme politique. Les différents points de ce programme, comme nous l'avons déjà souligné, peuvent aussi être considérés comme autant de demandes présentées aux autorités du système politique par le parti dans son ensemble. Cependant, nous nous attachons ici seulement aux interactions politiques entre les militants rinistes et les autorités de leur parti.

Dans le cas du R.I.N., comme de la majorité des partis politiques (du moins en théorie), l'autorité suprême est le congrès national. Ce qui veut donc dire que le militant, dans ces congrès, se présente à la fois comme formulateur de demandes et comme autorité politique qui, par son vote, va accepter, refuser ou modifier telle ou telle demande. Dans ces moments-là, le militant « interagit » avec lui-même et avec les autres militants. Il est toutefois certain que les dirigeants du parti peuvent intervenir et faire pencher la balance dans un sens donné. C'est cependant leur autorité morale en tant que dirigeants et non pas leur position structurelle dans la hiérarchie qui est alors déterminante. En somme, ce qui nous intéresse avant tout, ce ne sont pas les structures du parti, ni la forme même de son organisation, mais les interactions entre les militants et les autorités, interactions qui s'expriment dans cette dynamique des demandes des militants et des réponses des autorités.

À cette effet, nous avons posé un certain nombre de questions susceptibles de nous faire connaître les demandes les plus importantes que les militants ont déjà formulées ou même auraient voulu présenter à leur parti. Le tableau 3 en donne une liste non exhaustive, classée selon un ordre de priorité. [9]

[9] La question était formulée comme suit : « Parmi les problèmes suivants, quels sont ceux auxquels devrait s'attaquer n'importe quel parti politique au pouvoir ? (Établir un ordre d'importance en les numérotant de 1 à 7). »

TABLEAU 3

Distribution des principaux problèmes politiques selon un ordre prioritaire.

(en pourcentages)

ORDRE DES CHOIX	PROBLÈMES						
	Constitution	Chômage	Éducation	Langue française	Logement	Agriculture	Grèves
1er choix	49.1	21.4	9.5	13.6	0.5	0.5	0.5
2e choix	7.7	29.5	21.8	21.4	10.0	4.5	3.6
3e choix	5.5	21.4	20.0	15.4	13.7	15.0	5.0
4e choix	2.3	15.0	13.2	15.9	12.7	19.5	13.2
5e choix	4.5	5.9	15.9	9.1	20.0	20.9	14.1
6e choix	5.9	0.9	10.4	9.1	22.7	20.5	20.0
7e choix	16.4	—	2.3	8.2	12.7	12.3	35.4
Autres	3.6	1.8	0.5	0.9	—	0.4	—
Ne répondent pas	5.0	4.1	6.4	6.4	7.7	6.4	8.2
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100

De ce tableau, nous pouvons tirer les conclusions suivantes : c'est le problème de la constitution qui arrive de loin en tête comme premier choix — il est en effet choisi autant de fois que tous les autres problèmes réunis. Cependant, 16.4% des militants le situent malgré tout au dernier échelon, ce qui est le plus fort pourcentage, à ce niveau, après celui des grèves. Suit le problème du chômage qui l'emporte sur les autres comme deuxième et troisième choix et qui totalise un peu moins de 75% des réponses dans les trois premières catégories. C'est donc dire que, si les problèmes constitutionnels sont importants, les problèmes économiques, en particulier celui du chômage, le sont autant. Les problèmes concernant la langue française et l'éducation, d'ailleurs étroitement reliés l'un à l'autre, suivent ensuite : ils occupent une position moyenne par rapport aux autres, ce qui ne diminue en rien leur importance puisqu'il devait être assez difficile de trancher entre ces problèmes. Toutefois, le problème des grèves ne semble pas préoccuper beaucoup les militants puisque 35% le situent en dernière position.

Mais une lecture rapide du tableau peut nous induire en erreur. En effet, il n'est pas toujours possible d'établir un ordre prioritaire entre ces différents problèmes sur la seule base des pourcentages obtenus. C'est pourquoi nous avons préféré pondérer [10] les résultats afin d'établir l'ordre réel des priorités qui est le suivant : le chômage (5.5), la constitution (5.1), l'éducation (4.52), la langue française (4.51), le logement (3.3), l'agriculture (3.2) et les grèves (2.4).

Cependant, selon la formulation même de la question, on ne peut affirmer que ces problèmes sont effectivement présentés comme demandes à moins de poser l'hypothèse suivante : si le R.I.N. avait accédé au pouvoir, il aurait dû s'occuper prioritairement de ces problèmes et prendre, à leur sujet, des décisions autoritaires, comme d'ailleurs tout autre parti politique au pouvoir aurait dû aussi le faire. C'est en ce sens que ces problèmes peuvent devenir des demandes formulées par les militants aux autorités de leur parti. En d'autres termes, les militants du R.I.N. souhaitaient que leur parti puisse s'occuper en priorité du chômage, de la constitution, des problèmes concernant l'éducation et la langue, etc., comme aussi devrait le faire tout autre parti politique au pouvoir.

Deux autres questions viennent préciser celle-ci en s'appliquant plus immédiatement au R.I.N. L'une concerne le problème de l'indépendance, tandis que l'autre s'applique aux différents aspects du programme du parti. À la question : « D'après vous, est-ce que l'indépendance du Québec est plus importante que tous ces problèmes ? », la réponse est massivement positive. En effet, 83.2% des militants considèrent l'indépendance plus importante que

[10] Cette pondération résulte de l'attribution de points aux différents choix (de 7 à 1 à partir du premier choix), ces points étant multipliés par le nombre de réponses dans chaque catégorie. Puis, nous avons fait la moyenne des résultats obtenus.

les problèmes mentionnés plus haut (voir le tableau 3) contre seulement 13.6% qui sont d'avis contraire, les autres refusant de répondre.

Mais il faut aussi préciser que, même si les militants rinistes accordent autant d'importance à la question de l'indépendance, ce qui est d'ailleurs normal puisque c'est le seul dénominateur commun à tous les adhérents et sympathisants du R.I.N., ils ne considèrent pas cependant l'indépendance comme une fin en soi, mais comme un moyen ou mieux, comme un point de départ pour le progrès économique et social. Les témoignages abondent en ce sens. Le plus éloquent est peut-être l'introduction même au programme politique du parti. « Le R.I.N., y lit-on, s'est donné comme but d'établir les conditions nécessaires à l'épanouissement de la nation québécoise. Cet épanouissement, la nation ne pourra le poursuivre efficacement que lorsqu'elle aura la maîtrise de sa destinée, en particulier lorsqu'elle aura récupéré toute son initiative dans le domaine politique et qu'elle aura ordonné l'activité économique à la satisfaction des besoins de la collectivité. » [11] En somme, l'indépendance politique est présentée comme une condition nécessaire à « l'épanouissement de la nation québécoise ». C'est précisément en récupérant « toute son initiative dans le domaine politique » que la nation québécoise et les partis qui en sont l'émanation pourront s'attaquer efficacement aux problèmes économiques, sociaux et culturels.

Bien plus, l'indépendance politique est aussi liée étroitement à la récupération de l'économie. « L'entreprise de libération que poursuit le R.I.N. ne peut s'arrêter à la conquête de l'indépendance politique. Tout le monde admet, aujourd'hui, que la politique et l'économique sont inextricablement liées. Notre volonté de libération doit atteindre l'individu, car c'est lui que nous voulons libérer. » [12] En d'autres termes, il faut libérer l'individu sur le double plan politique et économique, l'indépendance étant précisément le moyen initial qui va permettre cette libération.

D'ailleurs, peu après la scission du groupe de Marcel Chaput à l'automne 1962 et la fondation du Parti républicain du Québec, le R.I.N., par la voix de Pierre Bourgault alors rédacteur en chef du journal du parti, précisait sa position devant l'indépendance et la « révolution nationale » qui devaient permettre l'émergence d'un Québec nouveau. Face aux indépendantistes qui font de l'indépendance un but, une fin, « il y a le R.I.N. qui lui fait de l'indépendance un instrument, un levier essentiel d'une véritable révolution nationale. L'indépendance alors n'est plus un but mais un moyen de plus pour aider à la libération des Québécois. On ne fait pas une révolution dans une province qui n'a à peu près aucun pouvoir, c'est pourquoi il faut conquérir notre indépendance. D'autre part, l'indépendance sans une véritable révolution nationale bien à nous, construite de l'intérieur, serait tout à fait inutile.

---

11 *Le R.I.N., parti populaire,* Programme politique du R.I.N., 1966-67, p. 3.
12 *Ibid.*

Nous voulons un Québec qui soit non seulement indépendant mais qui soit *libre* ». [13]

C'est précisément à partir de cette période que le R.I.N. cherche à se doter d'un programme politique qui soit non seulement l'expression des demandes du parti, mais aussi l'instrument utile d'une politique sociale et économique visant à la libération des Québécois. Le but ultime devient alors non pas la seule indépendance politique, mais la libération à long terme des Québécois par une « véritable révolution nationale ».

Cette interprétation est d'ailleurs confirmée par les réponses à une autre question où nous demandions, parmi un certain nombre de raisons, laquelle était la plus importante pour faire l'indépendance du Québec. Bien que 27.7% des personnes interrogées optent pour la seule raison politique, c'est-à-dire « pour avoir sa propre constitution et son indépendance politique », la majorité, soit 57.7%, affirme qu'il faut faire l'indépendance « pour pouvoir être maître de son économie et développer le Québec comme on le veut », les autres se répartissant entre la politique sociale, la politique linguistique et la politique extérieure. Il faut aussi préciser qu'une seule réponse était demandée, ce qui évidemment restreignait le choix.

Pour compléter ce tableau des demandes présentées au R.I.N. par les militants du parti, nous avons retenu une question qui concerne certains points du programme politique. Il s'agissait, pour les militants, d'indiquer par ordre d'importance les aspects du programme du R.I.N. qui les touchaient personnellement et qu'ils voulaient voir réaliser à tout prix. [14] De la façon dont la question était formulée, il s'agissait bien d'indiquer un certain nombre de demandes qui étaient certes tirées du programme du parti, mais qui requéraient de sa part une attention particulière puisqu'elles touchaient personnellement les militants et que ceux-ci souhaitaient les « voir réaliser à tout prix ». En d'autres termes, si une demande est « l'expression d'une opinion sur un sujet particulier, qui requiert une décision impérative de la part de ceux qui sont habilités à la prendre », [15] on peut appliquer cette définition aux aspects du programme qui touchent personnellement les militants et que ceux-ci veulent voir réaliser à tout prix.

Le tableau 4 nous montre les demandes sur lesquelles les militants insistent davantage, même si elles sont déjà inscrites dans le programme du parti comme réponses des autorités. Bien plus, si l'on tenait compte de la deuxième phase du processus politique précédemment décrit (voir le cadre théorique), on pourrait supposer que ces demandes doivent aussi être présentées en priorité aux autorités du système politique par le parti considéré globalement.

---

[13] Éditorial de Pierre BOURGAULT dans *L'Indépendance* (journal du R.I.N.), I, 5, février 1963. C'est l'auteur qui souligne.

[14] Elle était présentée sous forme de question ouverte.

[15] David EASTON, *op. cit.*, p. 38.

TABLEAU 4

Aspects prioritaires du programme du R.I.N. selon les militants.

(choix exprimés en %)

ASPECT DU PROGRAMME a	ORDRE DES CHOIX				
	1er choix	2e choix	3e choix	4e choix	5e choix b
Indépendance politique	51.8	4.1	3.6	2.3	3.6
Économie et chômage ..	14.5	23.2	18.6	15.5	9.5
Langue et culture	12.7	23.2	12.7	9.6	6.4
Politique sociale	3.6	8.2	7.7	10.5	5.5
Éducation	1.4	8.2	10.5	5.0	5.9

a) Nous n'avons retenu ici que les catégories les plus importantes.

b) Si la plupart des militants ont exprimé leur premier choix, très peu ont donné un cinquième choix.

Les résultats obtenus confirment amplement notre interprétation précédente. Il est normal que l'indépendance politique vienne en premier lieu puisque ce thème était la marque distinctive du R.I.N. Cependant, ce nationalisme *politique* se double aussi d'un nationalisme *économique* et d'un nationalisme *culturel* de sorte que les trois courants de pensée dont nous faisions état dans notre introduction se retrouvent ici étroitement unis et, d'une certaine façon, imbriqués l'un dans l'autre puisque l'indépendance doit servir d'outil à la libération économique et à l'épanouissement culturel. Sans l'indépendance politique, les Québécois ne peuvent survivre sur le plan culturel. Et l'indépendance permettra d'ordonner « l'activité économique à la satisfaction des besoins de la collectivité », principalement par l'instrument de la planification. C'est pourquoi, parmi les différents aspects du programme du R.I.N., les militants du parti ont choisi en priorité l'indépendance, l'économie et la langue.

Sur le plan économique plus particulièrement, les réponses des militants témoignent d'une volonté de développement du Québec où le nationalisme s'allie à une certaine forme de socialisme : il ne s'agit pas seulement de lutter contre la mainmise étrangère et de contrôler les investissements étrangers, mais aussi de nationaliser les services publics, les ressources naturelles et même les terrains urbains afin d'éviter la spéculation. L'État doit aussi tenter de réduire les disparités régionales et jouer un rôle actif dans l'économie par l'établissement d'un plan et l'élaboration d'une politique d'investissements.

Certains préconisent même le contrôle par l'État du commerce extérieur. En somme, les militants souhaitent non seulement l'indépendance politique du Québec, mais aussi son indépendance économique.

Dans les questions que nous avons retenues pour analyser la formulation des demandes par les militants du R.I.N., nous pouvons privilégier trois thèmes principaux qui résument les aspirations des militants au sein de leur parti et qui indiquent en même temps l'orientation générale que devait prendre le R.I.N. dans son action politique à l'intérieur de la société québécoise : si l'indépendance est une priorité, elle doit aussi s'accompagner d'une politique économique, en particulier de la réduction du chômage, et d'une politique culturelle, surtout de conservation et de préservation de la langue.

Mais une demande appelle une réponse en ce sens qu'elle requiert une décision de la part des autorités auxquelles elle s'adresse. C'est précisément ce jeu des interactions entre les demandes et les réponses, entre les militants et les autorités de leur parti, entre les partis et les autorités du système politique, qui traduit la dynamique de fonctionnement du système politique. C'est pourquoi il nous faut étudier le second volet de cette dynamique, à savoir les réponses des autorités rinistes aux demandes formulées par leurs militants.

Pour ce faire, nous avons retenu les trois questions suivantes :

1° « D'après vous, est-ce que le R.I.N. était en mesure d'apporter des solutions satisfaisantes à ces problèmes ? » (Ceux qui sont énumérés au tableau 3).

2° « Croyez-vous que, au pouvoir, le R.I.N. aurait mis son programme en application ? » (En référence au tableau 4).

3° « Lors de ces réunions (i.e. réunions de salon, de comté, de région, congrès nationaux), croyez-vous que le parti a tenu compte des opinions ou suggestions de gens comme vous ? »

La première question vise à mesurer le degré d'efficacité du R.I.N. à l'égard des principaux problèmes qui préoccupent les militants du parti. Pour ceux-ci, il ne fait pas de doute que leur parti, du moins dans l'élaboration de son programme et même dans l'optique d'une éventuelle prise de pouvoir, apparaissait comme efficace et susceptible « d'apporter des solutions satisfaisantes » aux grands problèmes de la vie politique québécoise. En effet, seulement 8.2% des militants répondent catégoriquement non à la question posée, alors que le reste se partage entre un oui sans nuance (55.9%) et un oui nuancé (35%). Les premiers croient que le R.I.N. pouvait apporter des solutions satisfaisantes à tous les problèmes dont nous avons fait mention plus haut, alors que les autres sont plutôt d'avis que leur parti était en mesure de le faire surtout à l'égard des problèmes constitutionnels et linguistiques. Il

apparaît donc clairement que, pour les militants interrogés, leur parti a pu répondre efficacement aux problèmes qui les préoccupent, en particulier par l'élaboration même de son programme, et aurait pu y répondre s'il avait effectivement pris le pouvoir.

La seconde question vise précisément à mesurer le degré d'efficacité du R.I.N. dans l'application de son programme, dans l'hypothèse où il aurait pris le pouvoir. Là encore, les avis sont très peu partagés. En effet, 76.4% et 7.3% respectivement croient que, si le R.I.N. avait pris le pouvoir, il aurait mis en application soit la plus grande partie de son programme, soit quelques points seulement (essentiellement les questions de l'indépendance et de la langue). Par contre, 1.4% seulement sont d'avis contraire et 11.3% ne savent pas, alors que 3.6% refusent de répondre. Il est évident que la question est hypothétique puisque le R.I.N. n'a jamais pris le pouvoir. Cependant, les réponses montrent bien que les militants témoignaient d'une grande confiance à l'égard de leur parti, qu'ils le croyaient capable, au pouvoir, de mettre en œuvre son programme et donc de répondre à leur attente.

Parmi ceux qui pensent que le R.I.N. était en mesure d'apporter des solutions satisfaisantes aux problèmes du chômage, de la constitution, de la langue, etc., l'immense majorité (92.7%) est aussi convaincue qu'il aurait mis son programme en application s'il avait accédé au pouvoir. On pourrait donc supposer que le programme était perçu par les militants comme un instrument utile à la solution des principaux problèmes auxquels devrait s'attaquer n'importe quel parti politique au pouvoir et que c'est en mettant son programme en application que le parti pouvait précisément résoudre ces problèmes.

Dans la dernière question, nous ne cherchons pas à savoir si le R.I.N. était capable de répondre efficacement aux demandes de ses membres, mais s'il était attentif aux opinions ou suggestions émanant de la base. En d'autres termes, il ne s'agit pas de mesurer l'efficacité du parti, c'est-à-dire sa capacité de répondre, mais le degré d'attention qu'il portait aux revendications en provenance de ses membres, surtout de ceux qui manifestaient la plus grande activité dans le parti. Ici encore, les opinions émises sont favorables au R.I.N. puisque la très grande majorité des personnes interrogées croient que leur parti a tenu compte souvent (61.8%) ou à quelques reprises (23.7%) de leurs opinions ou suggestions, contre seulement 1.8% qui affirment le contraire, alors que 10.9% ne savent pas et que 1.8% ne répondent pas.

Il est d'ailleurs intéressant de rapprocher ces réponses de celles qui découlent d'une autre question où nous demandions si « les députés se soucient de l'opinion de leurs électeurs après leur élection ». Voici comment se répartissent les réponses : jamais (13.6%), rarement (43.6%), de temps à autre (35%), la plupart du temps (4.6%) et ne répondent pas (3.2%). Le contraste est saisissant entre l'attention que le R.I.N., dans l'esprit des militants, portait à l'opinion de ses membres et celle qu'un député peut porter à l'opi-

nion de ses électeurs après son élection. D'ailleurs, certains précisaient que les députés se soucient de l'opinion de leurs électeurs surtout au moment des élections, ce qui laisserait supposer que, dans l'intervalle, ils sont assez peu attentifs aux demandes de leurs électeurs.

Nous voudrions enfin souligner que, si les militants ont une haute estime de leur parti quant à sa capacité de mettre en œuvre son programme et quant à sa réceptivité à l'égard des opinions ou suggestions émanant de la base, on y rencontre cependant un certain nombre d'indécis totalisant un peu plus de 10% des réponses dans l'un et l'autre cas. Ces indécis se recrutent surtout dans le groupe d'âges des vingt-cinq ans et moins — dans les deux cas, ils forment à peu près le tiers du groupe des indécis — et massivement dans la région de Montréal. Dans le premier cas (mise en œuvre du programme), les indécis proviennent en majorité de gens qui ont fait une partie ou ont complété leur cours secondaire. Ils se recrutent surtout parmi les employés du secteur privé et les professionnels. Dans le second cas (réceptivité aux suggestions), les indécis proviennent avant tout de gens qui ont obtenu un diplôme universitaire supérieur au B.A. et se recrutent tant chez les étudiants que chez les professionnels. Il semblerait donc que l'indécision soit surtout le fait de gens jeunes (et moins renseignés) ou instruits (et aux idées avancées) par rapport à l'ensemble des militants.

En somme, nous pouvons conclure que, dans ce jeu d'interactions entre les militants et leur parti, le courant était intense dans un sens comme dans l'autre, c'est-à-dire des militants aux autorités et des autorités aux militants. En effet, les militants n'ont pas craint de travailler activement dans le cadre de leur parti et de présenter aux autorités des demandes bien précises, souvent d'avant-garde et parfois même compromettantes dans une optique trop exclusivement « électoraliste ». De même, les autorités se sont montrées attentives aux opinions de leurs militants et sont apparues à leurs yeux comme efficaces et capables non seulement d'apporter des solutions satisfaisantes aux problèmes les plus épineux, mais aussi de mettre en œuvre le programme ambitieux de réformes politiques, économiques et sociales présentées par le parti.

V. L'EXPRESSION DES SOUTIENS

Lorsqu'un parti répond d'une façon satisfaisante aux aspirations et aux demandes de ses membres, il peut s'attendre en retour à recevoir un soutien diffus ou spécifique de leur part, c'est-à-dire à ce que ses membres ou ses militants agissent en sa faveur par la suite. Selon Easton, le soutien spécifique prend la forme d'une action ou d'un comportement observable, alors que le soutien diffus prend plutôt la forme d'une attitude ou d'une orientation. [16]

---

[16] David EASTON, *op. cit.*, pp. 159-161.

Bien que le soutien puisse s'appliquer aux différentes composantes du parti, nous avons voulu privilégier avant tout le soutien à l'égard du parti considéré globalement. À cet effet, nous avons retenu deux questions principales, la première dégageant plutôt une orientation favorable à l'indépendance du Québec et la seconde s'attachant à des actions positives en faveur de cette indépendance.

L'immense majorité des militants (97.7%) favorise la transformation du Québec en un pays indépendant du reste du Canada, ce qui est d'ailleurs normal dans le cas du R.I.N. Très peu (1.8%) ne sont pas convaincus de la nécessité de cette transformation. Par contre, si 78.6% des militants favorisent cette transformation sans aucune restriction, il s'en trouve malgré tout 19.1% pour émettre quelques réserves en particulier sur le plan économique, ce qui traduirait une influence de la thèse de René Lévesque puisque certains souhaitent une association économique avec le reste du Canada. Ce sont surtout les militants de la phase de consolidation, c'est-à-dire ceux qui ont adhéré au parti entre 1963 et 1965, qui formulent quelques restrictions : ils forment, en effet, 47.6% de ce groupe de « restrictionnistes ».

D'autre part, les militants, dans leur ensemble, sont prêts à poser des gestes concrets pour faire triompher la cause de l'indépendance. 18.2% se disent prêts soit à voter pour un parti indépendantiste, soit à essayer de convaincre les autres de la cause de l'indépendance, ou les deux à la fois. Plus du quart (25.9%) accepterait de prendre part à des manifestations. Enfin, devant le problème d'une action armée, 39.1% affirment être décidés de recourir aux armes pour faire face à une agression militaire, alors que 13.2% seraient même prêts à prendre les armes pour hâter l'avènement de l'indépendance. C'est donc dire que la seule action électorale (vote et propagande) ne rallie pas la majorité — au contraire, les militants sont nettement « activistes » et résolus, sinon d'obtenir l'indépendance par la violence, du moins de la défendre par les armes.

Si l'on recoupe ces données avec l'âge et si l'on répartit les militants en deux grandes catégories, les *électoralistes* (voter pour un parti indépendantiste — convaincre les autres de cette cause) et les *activistes* (prendre part à des manifestations — recourir aux armes pour faire face à une agression militaire — prendre les armes pour hâter l'avènement de l'indépendance), on peut remarquer une scission entre ces deux groupes selon que le militant est âgé de trente-cinq ans ou moins ou de plus de trente-cinq ans. Les activistes se recrutent davantage chez les jeunes militants et les électoralistes chez les militants plus âgés, bien que les activistes soient nettement majoritaires dans l'un et l'autre groupes. On peut aussi observer que les électoralistes augmentent graduellement avec l'âge et qu'à l'inverse les activistes diminuent, ce que nous montre le tableau 5.

TABLEAU 5

Répartition des militants « électoralistes » et « activistes » selon l'âge.

(en pourcentages)

ACTIVITÉ	ÂGE			
	25 ans et moins	26-35 ans	36-50 ans	plus de 50 ans
Électoralistes	11.1	14.7	22.7	27.3
Activistes	83.3	82.2	75.8	68.2
Autres — Ne répondent pas	5.6	3.1	1.5	4.5
TOTAL	100 N=54	100 N=68	100 N=66	100 N=22

Par contre, nous n'avons pu déceler de différence significative entre ces deux catégories selon que les militants habitent Montréal et la banlieue (comtés de l'île de Montréal, Laval et Fabre, Chambly et Taillon) ou ailleurs en province, y compris la région métropolitaine de Québec.

TABLEAU 6

Répartition des militants « électoralistes » et « activistes » selon le lieu de résidence.

(en pourcentages)

ACTIVITÉ	LIEU DE RÉSIDENCE	
	Montréal et banlieue	Ailleurs en province
Électoralistes	18.3	18.5
Activistes	77.5	79.3
Autres — Ne répondent pas	4.2	2.2
TOTAL	100 N=120	100 N=92

En somme, les militants du R.I.N. souhaitent fortement l'indépendance du Québec, bien que quelques-uns puissent émettre certaines réserves, en particulier sur le plan économique. Bien plus, à peine un militant sur cinq accepterait de ne s'engager que dans une action électorale (vote et propagande) pour faire triompher cette cause, les autres se rangeant dans la catégorie des activistes.

Mais cet engagement des militants ne traduit pas tout le soutien qu'ils accordent à leur parti. Au niveau interne, le soutien peut aussi se manifester à l'égard de certains aspects du programme du parti. À cet effet, nous avons retenu quatre questions qui, dans leur formulation, reprennent certains points du programme du R.I.N. Par leur accord ou leur désaccord avec ces questions, les militants n'expriment pas seulement une orientation idéologique ou pratique à l'égard de certains problèmes cruciaux, tels la langue, l'instruction, les investissements étrangers et la participation des ouvriers aux profits, mais aussi leur soutien ou non-soutien à l'égard de solutions, inscrites d'une façon explicite dans le programme du parti, à des problèmes déjà discutés dans les congrès nationaux.

Ces questions se formulaient comme suit :

1° « D'après vous, est-ce que la seule langue officielle au Québec devrait être le français ? »

2° « Après l'accession à l'indépendance, l'instruction devrait-elle être gratuite à tous les niveaux (y compris l'université), même si cela devait entraîner de nouvelles taxes ou de nouveaux impôts ? »

3° « Après l'accession à l'indépendance, est-ce que l'on devrait encourager les investissements étrangers au Québec dans la mesure où ils se conformeraient aux directives du gouvernement ? »

4° « Après l'accession à l'indépendance, est-ce que l'on devrait encourager la participation des ouvriers aux profits et à la gestion des entreprises ? »

Le tableau 7 résume les réponses des militants à ces différentes questions :

TABLEAU 7

Accord ou désaccord des militants avec certains aspects du programme du parti.

(en pourcentages)

ACCORD OU DÉSACCORD	ASPECT DU PROGRAMME			
	Français, langue officillle	Instruction gratuite	Investissements étrangers	Participation ouvrière
Oui	95.4	84.6	94.1	92.7
Non	2.3	10.9	2.7	4.5
Autres — Ne répond pas	2.3	4.5	3.2	2.8
TOTAL	100	100	100	100

Comme on peut le constater, les militants rinistes sont fortement solidaires du programme de leur parti, même si certains aspects de ce programme ont déjà suscité des discussions passionnées et des controverses tant au sein du parti que dans la population québécoise. Les sentiments sont plus partagés à l'égard de l'instruction gratuite, mais on pourrait supposer que le désaccord résulte plutôt de la hausse possible des impôts qui s'ensuivrait que de la gratuité elle-même. Il est possible aussi que quelques-uns s'opposent à la gratuité scolaire à tous les niveaux, en particulier au niveau universitaire.

Cependant, ce qui nous a paru plus intéressant au-delà de cet appui au programme du parti, c'est la position des militants devant certaines applications concrètes du français comme langue officielle au Québec. S'il y a presque unanimité (91.4%) des militants vis-à-vis les immigrants qui devraient apprendre le français à leur arrivée au Québec et si plus des trois quarts (78.2%) reconnaissent le français comme langue de travail au niveau des entreprises québécoises, par contre à peine la moitié (49.1%) estime que l'on devrait enseigner en français seulement dans toutes les écoles du Québec, y compris les écoles privées. 41% s'y opposent en se fondant sur les droits acquis dans certains secteurs, en particulier le secteur privé, et sur l'utilité d'une langue seconde qui soit l'anglais, ce qui d'ailleurs n'est pas exclusif d'un enseignement donné en langue française.

Le R.I.N., par la voix de son comité politique central, s'était déjà prononcé sur cette question linguistique. « Si nous n'optons pas résolument pour un retour aux sources, c'est-à-dire à l'esprit français, à la langue française, à une philosophie de la vie d'inspiration française, alors cessons de réclamer l'indépendance et optons le plus tôt possible pour la langue anglaise et la culture nord-américaine, car c'est là que va nous mener rapidement toute demi-mesure, c'est là que nous mène sûrement et rapidement le régime actuel (...) Nous préconisons donc la seule politique que peut dicter le respect de sa langue et de sa culture : l'unilinguisme français au Québec. » [17]

Le programme politique de 1966-67 (résolution 115) vient d'ailleurs préciser cette position officielle à l'égard de l'unilinguisme en l'appliquant au réseau d'enseignement public, ce qui n'exclut pas, semble-t-il, la possibilité d'ouvrir des écoles privées, non subventionnées par l'État, où l'enseignement se donnerait dans une autre langue. On y lit, en effet, qu'un gouvernement R.I.N. « fera que le système d'instruction publique, à tous les niveaux, soit exclusivement français et que seul il ait droit aux subventions de l'État. Les privilèges qui subsistent dans ce domaine seront maintenus pour une période déterminée et l'État verra progressivement à uniformiser le système. » Comme notre question s'étendait aussi aux écoles privées, il semblerait que les 41%

---

[17] *L'Indépendance*, I, 4, janvier 1963.

qui s'y opposaient suivaient en cela la ligne du parti, ce qui est une façon de manifester son soutien au parti.

Nous nous sommes attaché jusqu'ici au soutien à l'égard du parti dans son ensemble. Il est aussi possible de distinguer un appui au chef du R.I.N., c'est-à-dire à celui qui incarnait, d'une certaine façon, la politique et l'idéologie générale du parti. Pierre Bourgault, parce qu'il a dirigé le R.I.N. de mai 1964 à octobre 1968, nous a paru l'homme tout désigné pour incarner, résumer en lui ce parti. C'est d'ailleurs sous sa direction et son impulsion que le R.I.N. a acquis une stature nationale et est devenu le point de convergence de la politique québécoise. À cet égard, le degré de satisfaction des militants envers leur chef manifeste aussi une volonté de soutien des actions de ce chef et d'appui à son *leadership*. Dans l'ensemble (92.7%), les militants se montrent satisfaits du rôle qu'a joué Pierre Bourgault comme chef du R.I.N. Ce bloc fortement majoritaire se partage entre ceux qui se disent très satisfaits (51.8%) et ceux qui s'estiment plutôt satisfaits (40.9%). De l'autre côté, seulement 5.9% manifestent leur mécontentement et de ce nombre, 1.4% sont très mécontents. Ces chiffres traduisent donc, par le biais de la satisfaction, l'appui ou le soutien pratiquement sans partage des militants à l'égard de leur chef.

En somme, que ce soit au niveau de l'action concrète, au niveau du programme ou au niveau du chef, les militants apportent massivement leur soutien à leur parti.

VI. PERCEPTION GLOBALE DU PARTI

À partir du fonctionnement du R.I.N. tel que décrit dans la dynamique des demandes et des réponses et dans l'expression du soutien qui en résulte, il nous est possible de dégager une vision globale de ce parti. En effet, les demandes des militants et les réponses des autorités nous permettent de définir l'orientation générale du parti et l'idéologie qui l'anime. Selon nous, dans le cas du R.I.N., c'est sous le double aspect de parti populaire et de parti révolutionnaire que cette idéologie a cherché à se manifester.

Les dirigeants du R.I.N. ont été conscients de cette orientation idéologique de leur parti et ont cherché à la traduire dans les faits. C'est ainsi que le R.I.N. non seulement s'est donné un programme politique qui visait à satisfaire les aspirations et les besoins d'une bonne partie de la population, mais aussi a accordé son appui aux travailleurs du Québec, au besoin par des manifestations. Est-il nécessaire de rappeler le soutien du R.I.N. aux bûcherons québécois face aux compagnies forestières étrangères, aux épiciers indépen-

dants face aux grandes chaînes d'alimentation, en particulier de Steinberg's, aux grévistes de La Grenade Shoes, de la Dominion Textile, de la compagnie Seven-Up, de la Dominion Ayers, ou aux enseignants lors du « bill 25 » ? Comme l'écrivait André Brochu dans le journal du parti, « le R.I.N. fonde son action d'abord et avant tout sur une pensée politique, elle-même fondée sur les intérêts du *peuple* québécois. » [18]

Mais il semblerait que cette politique d'appui aux grévistes et, d'une façon générale, d'ouverture sur la masse des salariés ne fut pas toujours couronnée de succès en ce sens que le R.I.N. n'est pas devenu un véritable parti populaire et n'a pas su rallier les travailleurs à sa cause. Sans rappeler l'origine sociale des militants rinistes, il nous suffit de mentionner ce discours de Pierre Bourgault, alors président du R.I.N., à la suite des élections aux postes dirigeants du parti lors du congrès national d'octobre 1966 : « Le premier objectif du R.I.N. est maintenant de *devenir* un véritable parti des travailleurs. Notre action doit porter et se faire sentir chez la classe la plus défavorisée du Québec : les salariés. Nul doute que nos membres sont sensibilisés à cette action... » [19] C'est donc qu'à cette époque cet objectif n'était pas encore atteint. D'ailleurs, même après la disparition du R.I.N., les militants étaient encore divisés à ce sujet comme nous pouvons le constater dans notre enquête.

Un parti peut être populaire d'abord dans sa dynamique interne, c'est-à-dire dans sa composition, son mode de financement et ses règles de fonctionnement, et ensuite dans sa capacité de percevoir les besoins de la population et d'y répondre adéquatement par les buts qu'il se propose, par l'élaboration de son programme, par les moyens mis en œuvre et par ses actions concrètes. C'est sous cette double optique que les militants rinistes ont perçu leur parti.

À la question de savoir si le R.I.N. était un parti populaire comme l'indiquait son programme, 48.6% des militants interrogés le croient effectivement, alors que 45% sont d'avis contraire, les autres refusant de répondre. C'est donc dire que les opinions sont presque également partagées à ce sujet. Parmi ceux qui ont expliqué leur réponse positive, 44.1% l'estiment populaire dans sa dynamique interne, c'est-à-dire dans sa composition et son recrutement (22.5%) ou dans sa démocratie interne et son financement (21.6%). De même, 44.1% croient que le R.I.N. était un parti populaire parce qu'il a su percevoir les besoins de la population et a cherché à y répondre par son programme politique et les buts qu'il s'était fixés (14.7%), par les moyens employés et les actions entreprises (11.8%), ou par les deux à la fois (17.6%). Comme l'écrivait un militant, « le R.I.N. ne se « gargarisait » pas de nébuleuses idéologies, il inventait constamment des solutions québécoises à des

---

[18] *L'Indépendance,* II, 1, janvier 1964. C'est l'auteur qui souligne.
[19] *L'Indépendance,* V, 2, 1er novembre 1966. C'est nous qui soulignons.

problèmes québécois. En cela il était près du peuple qui seul le maintenait en vie avec ses cotisations et ses dons. »

Parmi ceux qui ont expliqué leur réponse négative, c'est précisément l'inverse qui se produit en ce sens qu'on a repris à peu près les mêmes thèmes, mais en affirmant qu'ils ne s'appliquaient pas au R.I.N. Pour la majorité d'entre eux (72.2%), le R.I.N. n'était pas un parti populaire à cause de sa composition, de sa base sociale et de son manque d'appui dans la population. Pour d'autres, il n'était pas populaire à cause de son programme et de ses idées (6.2%) ou à cause de son image extérieure (14.4%), faite de violence à certaines occasions, ce qui a pu provoquer la peur dans de larges couches de la population.

C'est parmi les adhérents de 1966 (année d'élections au Québec) que la proportion des militants définissant le R.I.N. comme parti populaire est la plus grande (56.2%). Dans les autres groupes, la proportion est inférieure à 50%. À l'inverse, c'est dans le groupe des adhérents de 1963-65, c'est-à-dire parmi ceux qui ont travaillé à la consolidation du parti, que la proportion des militants ne considérant pas le R.I.N. comme parti populaire est la plus forte (48.1%). On pourrait donc croire que, dans le feu d'une bataille électorale, le R.I.N. a voulu et a réussi en partie à se rapprocher de la population québécoise et que, dans la phase de consolidation, le recrutement et l'action se sont fait sentir surtout chez les classes moyennes (fonctionnaires, professeurs, étudiants).

Il est intéressant de constater que, en tenant compte de la scolarité et du revenu, le groupe le moins scolarisé (dix ans et moins) et au revenu le plus faible ($5,000 et moins) considère le R.I.N. comme parti populaire presque dans une proportion de deux contre un. Ce qui pourrait s'expliquer par le fait que ces gens, se sentant liés à la masse populaire par leur scolarité et leur revenu et étant en même temps membres du R.I.N., ont pu percevoir leur parti d'après leur propre situation.

On pourrait aussi rapprocher cette perception du R.I.N. comme parti populaire d'une autre question où il s'agissait d'identifier le groupe de personnes « qui profiterait le plus de l'indépendance politique du Québec si elle était faite par un chef politique comme Pierre Bourgault » (une seule réponse était demandée). C'est ce que nous montre le tableau 8.

Il ressort de ces chiffres que, même si plusieurs militants croient que le R.I.N. n'est pas un parti populaire précisément à cause d'un manque d'appui chez les ouvriers et les secteurs les plus défavorisés de la population québécoise, un grand nombre d'entre eux pense malgré tout qu'une indépendance faite par un chef politique comme Pierre Bourgault profiterait surtout au groupe des ouvriers. Il semblerait donc que le programme du parti, les discours de ses dirigeants, les appuis accordés à la classe ouvrière et plus parti-

TABLEAU 8

Groupe qui profiterait le plus de l'indépendance du Québec si elle était faite par Pierre Bourgault.

GROUPES	N	%
Hommes d'affaires	9	4.1
Professionnels	3	1.4
Fonctionnaires, professeurs, étudiants	48	21.8
Travailleurs de bureau	0	0.0
Ouvriers	95	43.2
Agriculteurs	9	4.1
Plus d'un choix	34	15.5
Personne	8	3.6
Autres réponses — Ne répondent pas	14	6.3
TOTAL	220	100

culièrement à de nombreux grévistes, bref l'orientation idéologique et l'engagement concret du parti avaient façonné une certaine image du R.I.N. chez un bon nombre de militants, image d'un parti dévoué aux intérêts des ouvriers. Il ne faut pas oublier cependant cette proportion appréciable de militants qui pensent que l'indépendance profiterait surtout à une fraction de la classe moyenne composée de fonctionnaires, professeurs et étudiants, ce qui est d'ailleurs normal pour un parti qui y recrute une bonne part de sa clientèle.

En somme, on était conscient au R.I.N. du fossé profond qui séparait le parti de la classe ouvrière et on a tout fait pour le combler. Il semblerait toutefois que ces efforts n'aient pas toujours ou même aient assez peu porté fruits. Ce n'est pas seulement en changeant la définition du R.I.N., comme on l'a fait au congrès national d'octobre 1967, que le parti pouvait devenir véritablement le parti des travailleurs et surtout que les travailleurs allaient se reconnaître en lui. D'un parti « dont le but est de propager l'idée de l'indépendance du Canada français », le R.I.N. est devenu en effet « le parti politique québécois voué à la décolonisation du Québec par la création d'un état souverain, démocratique et laïc en représentant pleinement tous les travailleurs ». [20] Malgré tous ses efforts, le R.I.N. n'a pas atteint véritablement la

[20] *Constitution du R.I.N.*, chap. 1, art. 1, telle qu'amendée en octobre 1967.

classe ouvrière, ce que nous montrent non seulement la composition de ses membres, mais aussi le résultat du vote de juin 1966. C'est peut-être parce que cette classe n'avait pas encore une « conscience révolutionnaire » qui lui aurait permis de s'identifier au R.I.N.

Si, pour un grand nombre, le R.I.N. n'est pas devenu véritablement populaire, a-t-il réussi à atteindre son second objectif, celui de devenir un parti révolutionnaire ? Mais qu'entend-on par révolution au sein du R.I.N. ? Deux textes nous éclairent à ce sujet. Le premier est tiré d'un discours prononcé par Pierre Bourgault, alors président du parti, à la salle de la Fraternité des policiers, le 10 septembre 1964 : « La révolution, c'est la transformation profonde et rapide des cadres et des structures d'une société, parce que ces cadres et ces structures sont dépassés. Le coup d'état n'est pas la révolution. En fait, ce qui arrive, c'est que la révolution commence toujours là où la violence finit. Or, nous n'avons jamais prêché la violence. La révolution, c'est la recherche et le combat pour une liberté collective (...) Notre révolution ne sera pas tranquille, elle déplacera beaucoup de gens. Des gens n'aimeront pas qu'on transforme leurs privilèges en droits légaux. Elle sera dure pour eux et pour nous qui avons compris que cette population a le droit de se faire expliquer. » [21]

Le second texte fait suite à la crise « ferrettiste » (groupe de gauche au sein du parti) qui avait ébranlé le parti à la fin de 1967 et au début de 1968. Cette crise s'était terminée par le départ du groupe ferrettiste. « Aujourd'hui, quoi qu'on puisse en dire, le RIN se retrouve face à lui-même, face à ce qu'il a toujours été : un parti profondément démocratique dans ses moyens d'action et dans ses structures. Le RIN croit toujours aussi fermement qu'auparavant que l'homme québécois ne pourra être libéré que par une transformation radicale des structures de notre société. Le RIN se veut le parti des défavorisés pour qui l'indépendance du Québec ne doit pas être le remplacement d'une structure exploitante anglophone par une autre même si elle est francophone (...) Plus que jamais le RIN demeure fidèle à ses objectifs : *l'indépendance et le socialisme.* » [22]

La révolution que préconise le R.I.N., c'est véritablement un changement des cadres et des structures qui s'opère dans un premier temps au niveau des structures politiques par le « combat pour une liberté collective » et donc par la transformation du Québec en un pays indépendant et, par la suite, au niveau des structures économiques par l'établissement d'un véritable socialisme afin que l'indépendance acquise ne soit pas seulement « le remplacement d'une structure exploitante anglophone par une autre même si elle est francophone ». Ce double combat politique et économique est indissociable pour faire la révolution.

---

21 *L'Indépendance,* II, 10, octobre 1964.
22 *L'indépendance,* VI, 12, 16-30 avril 1968. Souligné dans le texte.

Mais cette conception de la révolution parmi les dirigeants du parti, associée en particulier au nom de Bourgault, est-elle partagée aussi par les militants ? En d'autres termes, ces derniers ont-ils perçu le R.I.N. comme parti révolutionnaire ? Appelés à se prononcer sur l'affirmation selon laquelle le R.I.N. était un parti révolutionnaire, les militants ont majoritairement (55%) répondu par la négative, alors que 39.1% le croient révolutionnaire, les autres refusant de se prononcer.

Cette majorité, qui dénie au R.I.N. tout caractère révolutionnaire, le juge plutôt comme un parti réformiste, socialisant ou d'avant-garde (35.5% de ceux qui ont expliqué leur réponse négative), ou tout simplement de droite, bourgeois et traditionnel (20.4%). Dans cette même veine, quelques-uns (14%) ont insisté sur son caractère électoraliste et son respect des normes de la démocratie pour lui refuser l'étiquette de « parti révolutionnaire ». Certains (17.2%), ayant associé la révolution à la violence, ont estimé que le R.I.N. s'était déjà prononcé contre la violence et que, par conséquent, il n'était pas révolutionnaire : c'était, au contraire, la fausse propagande des autres partis qui avait associé le R.I.N. à la violence. En somme, ce mot d'un militant du parti résume la pensée d'un grand nombre : « Nous étions des politiciens, non des révolutionnaires. »

Parmi ceux qui ont expliqué leur réponse positive, la grande majorité (68.7%) a jugé le R.I.N. révolutionnaire à cause du changement radical qu'il prônait, de sa contestation du système ou de son action. Comme l'écrivait un militant, le R.I.N. voulait « changer radicalement ou en profondeur un système, un état de choses ». Et un autre : « La révolution étant, de fait, un changement brusque et complet d'une situation, le R.I.N. voulait ce changement total qui fait passer tout un peuple de l'enfance à la maturité. » Certains (18.1%) ont insisté davantage sur ses idées et son programme à caractère socialiste, alors que quelques-uns (10.8%) l'ont jugé tel par comparaison aux « vieux » partis ou même au Parti Québécois.

Il est intéressant de remarquer que la proportion des militants définissant le R.I.N. comme parti révolutionnaire est la plus forte (43.8%) dans le groupe des adhérents de 1966, si l'on fait abstraction de ceux qui ont adhéré en 1967-68 où le nombre de réponses est tellement faible que les pourcentages n'ont aucune signification. C'est aussi ce même groupe qui qualifiait majoritairement le R.I.N. de parti populaire. À l'inverse, c'est dans le groupe des adhérents de 1963-65 que la proportion est la plus forte de ceux qui ne considèrent pas le R.I.N. comme parti révolutionnaire (60.8%) ni d'ailleurs comme parti populaire (48.1%). Un certain nombre de militants semblent donc associer parti révolutionnaire et parti populaire. On pourrait dès lors supposer que, pour ces militants, le R.I.N. ne pouvait être révolutionnaire que s'il était populaire et que pour être véritablement populaire, il devait être révolutionnaire.

Cependant, cette façon de considérer le R.I.N. ne semble s'appliquer qu'à une partie des militants si l'on tient compte des chiffres suivants. Parmi les cent quatre-vingt-dix-neuf personnes qui ont exprimé leur accord ou leur désaccord à l'effet que le R.I.N. était un parti populaire et un parti révolutionnaire :

— 60 (30.1%) l'ont jugé ni populaire, ni révolutionnaire ;
— 46 (23.1%) l'ont jugé populaire et révolutionnaire ;
— 57 (28.7%) l'ont jugé populaire, mais non révolutionnaire ;
— 36 (18.1%) l'ont jugé révolutionnaire, mais non populaire.

C'est donc dire que quatre-vingt-treize militants (catégories 3 et 4) n'associent pas nécessairement les deux termes et que, pour eux, leur parti peut être populaire sans être révolutionnaire et inversement.

En somme, si une faible majorité se dégage en faveur du R.I.N. comme parti populaire, par contre une bonne majorité ne le croit pas révolutionnaire. Il semblerait donc exister un décalage entre les militants et les dirigeants du parti qui parlaient souvent de révolution. Les deux groupes cependant semblaient conscients du fossé qui séparait le R.I.N. de la majorité de la population, en particulier des ouvriers.

VII. CONCLUSION

Des questions posées au début de cette étude, nous pouvons dégager les conclusions suivantes :

1. Le militant riniste est un homme jeune et instruit, possédant un revenu élevé et membre de la classe moyenne. Il est de sexe masculin et, dans un grand nombre de cas, marié.

2. Il souhaite avant tout l'indépendance du Québec, mais une indépendance qui doit s'accompagner de l'épanouissement culturel et du développement économique des Québécois. Bref, indépendance et socialisme, bien que la forme de ce socialisme ne soit pas toujours clairement définie par les militants. Ce sont là d'ailleurs les deux thèmes dominants développés dans le programme du parti. Aux yeux des militants, leur parti était en mesure d'apporter des solutions aux problèmes du Québec, précisément par l'application de ce programme.

3. Le militant a apporté un soutien massif et sans équivoque à son parti, soutien qui a pu se traduire non seulement par une action électorale, mais

aussi par un engagement concret. Cet appui, il le manifeste aussi au programme du parti et à ses chefs, en particulier à Bourgault.

4. Les sentiments sont plus partagés devant l'idéologie globale du parti. Pour la majorité, le R.I.N. n'était pas un parti révolutionnaire. Ce n'est qu'une faible majorité qui le considère comme parti populaire. Cependant, on était conscient au R.I.N. du hiatus entre la volonté de rapprochement du parti vis-à-vis la population et la réponse plutôt froide et mitigée de celle-ci.

Ces conclusions partielles nous inspirent quelques réflexions qui débordent le cadre de ce travail et nous permettent de formuler des hypothèses qu'une étude plus étendue et plus approfondie que celle-ci nous permettrait sans doute de vérifier :

1. Il y avait chez les militants du R.I.N., du moins si l'on se fie aux témoignages de notre enquête, une certaine harmonie, une certaine conjonction entre eux et leur parti. Ils acceptaient le nationalisme et la forme de socialisme que le R.I.N. préconisait dans son programme. Ils pouvaient donc se reconnaître dans leur parti et assumer plus facilement son destin. Mais une telle rencontre ne s'était pas encore produite entre le R.I.N. et la population. Il manquait au R.I.N. cette sorte d'enracinement dans la conscience collective québécoise, si tant est qu'une telle conscience puisse exister, qui lui aurait permis de prendre pied dans cette population de telle sorte qu'elle puisse s'y reconnaître. Pour la majorité des Québécois, le socialisme que préconisait le R.I.N. semblait d'inspiration étrangère à la réalité québécoise, ce qui pouvait expliquer ses difficultés d'implantation. Tant que ce socialisme n'avait pas été *québécisé* (ce que Fernand Dumont appelle un « socialisme d'ici »), il avait peu de chance de s'épanouir au Québec et le R.I.N. avec lui. Ce qui peut expliquer, en partie, la réponse plutôt froide de la population à l'idéologie et à l'action du R.I.N. dans notre milieu.

2. Dans les années 1960-1970, ce sont les couches intellectuelles de la société québécoise qui ont prôné des idées nouvelles et, parfois, le renversement de l'ordre établi. Peut-on parler, dans le cas de ces intellectuels, d'avant-garde révolutionnaire qui aurait pu opérer un rapprochement avec la classe ouvrière, surtout si l'on songe à certains militants du R.I.N. qui ont souhaité ce rapprochement et travaillé à sa réalisation ? Il nous semble cependant que, durant les années d'existence du R.I.N., cette avant-garde n'est demeurée qu'une avant-garde sans que la troupe suive vraiment : ce phénomène s'est vérifié tant à l'intérieur même du R.I.N. qu'au niveau du parti face à la population québécoise. Dans les prochaines années, nous pouvons assister soit à un rapprochement entre les intellectuels et les ouvriers, soit à une prise en

main de leur destin par les ouvriers sans se soucier des « théories » des intellectuels. Pour que la première hypothèse puisse se vérifier, il faudra que le nationalisme de l'intellectuel débouche sur un combat contre les inégalités sociales et que ce combat ne soit pas mené à coups de principes et de slogans d'importation étrangère. Pour le moment, si l'on se base sur la conjoncture politico-sociale actuelle, la seconde hypothèse semble la plus probable.

3. Le programme du R.I.N. était certes « réformiste », sinon « révolutionnaire » sous certains aspects. Dans une optique purement électoraliste, il pouvait sembler compromettant pour le parti. Mais c'est précisément le rôle d'un parti d'opposition d'offrir des solutions nouvelles à des problèmes parfois anciens, solutions qu'il pourrait éventuellement convertir lui-même ou qui pourraient être converties par d'autres en décisions politiques. [23] Mais ce que le R.I.N. proposait, c'était plus qu'un programme parmi d'autres puisqu'il souhaitait la transformation du Québec en État souverain politiquement et libéré économiquement. Tout en s'intégrant au système politique québécois existant, il recherchait en même temps la disparition de ce système de sorte qu'il pouvait apparaître anti-systémique, même s'il acceptait la contrainte des élections. C'est peut-être le propre de nos démocraties occidentales de permettre, sous certaines conditions, la formation de groupes d'opposition qui exigent la disparition d'un système politique sous sa forme ancienne et son remplacement par un nouveau système politique. En même temps, ces groupes d'opposition peuvent servir de soupape de sûreté pour le système existant, du moins tant qu'ils acceptent de s'y intégrer. Si, parmi eux, certains refusent tout compromis, ils vont alors s'engager dans la violence afin de faire triompher leur cause — ce qui était le cas des membres du F.L.Q. dont une majorité avait déjà milité au sein du R.I.N.

4. Le soutien est aussi un élément essentiel dans la vie d'un parti ou d'un système politique. Dans l'ensemble, les militants du R.I.N. ont apporté un soutien sans équivoque à leur parti. Ce n'était cependant pas le cas du parti vis-à-vis le système politique québécois. Si un système a besoin d'être légitimé pour survivre, l'entrée du R.I.N. sur la scène politique québécoise venait rompre le consensus établi sur le plan politique dans la société québécoise et, de ce fait, rendait plus difficiles les exigences de la légitimation. Comme le soulignait Easton, la séparation d'un groupe est peut-être l'indicateur le plus significatif du retrait du soutien à l'égard d'une communauté politique. [24] On pourrait donc croire que, si la surcharge des demandes peut provoquer un certain *stress* dans le système politique, le déclin du soutien peut provoquer

---

[23] Ce que Georges LAVAU appelle la fonction de « relève politique ». (« Partis et systèmes politiques : interactions et fonctions », *Revue Canadienne de Science Politique*, II, 1, mars 1969, p. 40.)

[24] David EASTON, *op. cit.*, p. 180.

la disparition de ce système (il est évident que ce déclin peut être causé aussi par la non-satisfaction des demandes). Lorsque la propagande et l'action d'un parti « anti-système » réussissent de plus en plus, la légitimité du système mis en cause par cette propagande va diminuer continuellement jusqu'au moment où il faudra la remplacer par une nouvelle légitimité dans un nouveau système. Sur cette pente, le mouvement peut sembler irréversible....

Réjean PELLETIER

Département de science politique,
Université du Québec à Montréal.